

LE TEMPS

Economie & Finance Mardi 3 avril 2001

Les acteurs de la microfinance ont désormais leur propre Bourse

Par Christophe Roulet

Afin de faciliter les transactions entre instituts de microfinance et bailleurs de fonds, la CNUCED vient de lancer un nouveau portail Internet destiné à favoriser les échanges. Le site recense quelque 140 institutions spécialisées dans le microcrédit.

Depuis quelques années déjà, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a clairement identifié la microfinance comme un des outils les mieux adaptés au développement durable des populations défavorisées. «Il y a près de 3 milliards de personnes dans le monde qui vivent avec moins de 3 francs par jour, rappelait le professeur de l'IMD (International Institute for Management Development), Stéphane Garelli, dans un récent article dédié à la question. Pour celles-ci, presque aucune structure financière n'existe. Ou plutôt, celles qui existent sont souvent dans les mains de la criminalité ou d'usuriers qui n'hésitent pas à imposer des taux de 10% par jour. La microfinance vise à institutionnaliser des mécanismes financiers privés dans les pays en développement. Sans système bancaire, sans crédit, sans épargne, l'aide publique au développement ne fructifie pas.»

Le verdict est sans appel et les remèdes applicables largement connus. Comme l'explique Frank Grozel, une des chevilles ouvrières des projets de la CNUCED sur la question, «nous voulons démontrer que profit et développement sont loin d'être des notions inconciliables. Il existe aujourd'hui suffisamment d'exemples prouvant que non seulement les microbanques enregistrent des taux de rentabilité fort enviables, mais que le concept peut être élargi à d'autres types de services qui contribuent dans leur ensemble à éradiquer la pauvreté dans ces pays.» Inutile d'insister lourdement: la taille de ce marché potentiel est énorme. On compte aujourd'hui quelque 500 millions de micro-entrepreneurs de par le monde, essentiellement des artisans ou de petites structures d'entreprises familiales. Or, leurs besoins en termes de crédit à neuf mois, leur permettant d'assurer le développement de leurs activités, oscillent entre une moyenne de 200 dollars (environ 349 francs) en Asie et 600 en Amérique latine. Cela représente donc un marché annuel largement supérieur à 100 milliards de dollars, dont 5% à peine sont actuellement couverts par des établissements de microcrédit.

Autre problème majeur: s'il existe actuellement 7000 institutions de microfinance à travers la planète, seulement 1% d'entre elles sont régies par les lois du marché. En d'autres termes, la quasi-totalité sont encore largement dépendantes des subventions provenant des collectivités publiques et de l'entraide internationale. «Or, en matière de microfinance, relève encore Stéphane Garelli, le défi est celui du financement privé de ces institutions. Il peut être de deux ordres: d'une part, l'incitation à l'épargne des populations locales et, d'autre part, le recours aux marchés financiers internationaux.» En attendant que la première solution devienne une réalité praticable, c'est précisément à la mise en place de la deuxième que la CNUCED travaille depuis plusieurs mois. Le résultat: un portail Internet (www.vmm.dpn.ch) conçu comme «un système d'échange d'informations destiné à faciliter les flux

financiers entre institutions de microfinance, investisseurs privés, gouvernements et tout autre participant à ce marché».

«Avec ce site, nous avons voulu créer une plate-forme fonctionnant comme une Bourse électronique destinée à tous les acteurs de la branche, poursuit Frank Grozel. Car nous sommes confrontés à un monde très éclaté entre bailleurs de fonds et organisations sur le terrain. En d'autres termes, il s'agissait de fournir un espace commun afin de donner corps aux projets en quête de refinancement.» Du côté de la demande, le portail recense pas moins de 140 institutions spécialisées dans le microcrédit, dont 80 fournissent des informations détaillées sur leurs modes de fonctionnement, les résultats financiers, les objectifs et structures internes, vidéos à l'appui. Les agences de notation se sont également mises de la partie, donnant aux investisseurs des clés d'analyse supplémentaires quant à la solidité financière des établissements concernés. Pour ce qui est de la demande, le site recense pour l'instant trois fonds de placement dont le Dexia Microcredit Fund, le premier véhicule commun d'investissement spécialisé dans le domaine, doté de 11 millions de francs placés à hauteur de 80% dans des microbanques. «Il est vrai que pour l'instant la taille de ce marché reste modeste, soit quelque 100 millions de dollars, avoue Frank Grozel. Mais il est destiné à doubler dans deux ans. C'est pourquoi il est essentiel aujourd'hui de prendre les initiatives nécessaires pour l'animer et le rendre beaucoup plus liquide. A travers notre site Internet, nous avons la ferme intention d'y contribuer.» C'est pourquoi on trouve également sur le portail tous les renseignements légaux spécifiques à ce type d'approche financière.

Un marché en devenir

Il s'agit maintenant pour les responsables de ce projet à la CNUCED de trouver les relais privés prêts à prendre en charge l'essor de cette Bourse d'échange. Dans ce but, ils sont en train de mettre en place un comité de pilotage peuplé de professionnels du secteur. De plus, ils ne désespèrent pas d'amener à leur cause une place financière comme le Swiss Exchange, qui pourrait créer un nouveau département de cotation destiné aux produits d'investissement dans le développement durable. Certains milieux américains proches de l'ancien «golden boy» Michael Milken, reconverti depuis sa sortie de prison dans la finance à visage humain, n'ont pas caché leur intérêt. Les auteurs du projet tiennent toutefois à privilégier une solution helvétique, question de réputation. Car la démarche est suffisamment prometteuse pour avoir toutes les chances de son côté.